

**CONSEIL DE COMMUNAUTE
DU 11 FEVRIER 2021**

PROCES VERBAL DE SEANCE

L'an deux mille vingt et un, le onze février, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni au centre culturel Le Family à Landerneau sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, POUPON Julien, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CASU Michèle, CORNEC Elodie, HERVOIR Stéphane, LANGUENOU Céline, MEVEL Stéphanie, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, APPELGHEM Ludovic, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, SOUN Véronique, LIEGEOIS Hervé, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine

Secrétaire de séance

POUPON Julien

Excusés

SOUDON Chantal (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
RIOU Michel (pouvoir à KERLAN Frédéric)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CALVEZ-BARNOT Gaëlle (pouvoir à LE SAUX Jean-Luc)
LENUE Françoise (pouvoir à POUPON Julien)
NICOLAS Angélique (pouvoir à ROULLEAUX David)
QUENTRIC-BOWMAN Morgane (pouvoir à POUPON Julien)
THOMIN Mélanie (pouvoir à CYRILLE Yves)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
YVINEC Odile (pouvoir à GUILLORÉ Alexandra)
CASU Michèle (pouvoir à GOALEC Bernard à compter de la délibération n°DCC2021_013)

Absents

CANN Joël, PHILIPPE Georges, GRALL Renaud

En raison de la crise sanitaire COVID19, le conseil de Communauté s'est tenu au centre culturel Le Family, 2 rue de la Petite Palud à Landerneau. Un courrier d'information au préfet du Finistère lui indiquant que cette salle permet en effet de privilégier une organisation spécifique pour assurer la sécurité sanitaire des membres de l'assemblée et du public. En outre, elle offre toutes les garanties en termes de neutralité, d'accessibilité et de publicité des séances.

Les conseillers communautaires et la presse ayant pris place, le président ouvre la séance. Il propose Julien POUPON comme secrétaire de séance et lui demande de bien vouloir procéder à l'appel. Le quorum étant atteint, le conseil de Communauté peut valablement délibérer.

Propos liminaire du président

Chers collègues,

Bienvenue à ceux qui ont pu se déplacer (épisode neigeux), comme quoi la mobilité est un sujet sur le territoire... Ce soir notre conseil communautaire va essentiellement se concentrer sur le budget primitif 2021. Ce budget comme devrait vous le confirmer Frédéric KERLAN est conforme aux orientations présentées et débattues lors du Débat d'Orientation Budgétaire. Au-delà de ce budget que je ne vais pas commenter dès à présent, je tiens à faire un point d'étape sur le Projet de Territoire. Ce projet nous amènera d'ailleurs à court et moyen terme à amender le budget ou la PPI que nous allons étudier tout à l'heure.

Après la définition des 17 orientations, votées lors du dernier conseil communautaire, nous rentrons dans la phase de concertation élargie pour élaborer collégialement les plans d'actions. Certes le contexte sanitaire n'est pas propice aux échanges mais nous sommes convaincus de la nécessité d'associer au mieux la population et ceci dès maintenant pour rentrer dans le calendrier très serré du Plan de relance ou des contractualisations avec le département et la Région. Cela se fera à travers différentes initiatives :

- diffusion d'un magazine présentant la démarche et questionnant les lecteurs,
- mise en ligne d'un questionnaire à destination de la population, questionnaire qui sera aussi disponible en version papier,
- consultation du Conseil de Développement,
- association de nouveau des élus par des ateliers et des séminaires,
- et enfin mise en place d'un panel citoyen.

Ce panel citoyen composé de 59 personnes tirées au sort sera sollicité à trois reprises pour comprendre et partager les enjeux et faire des propositions d'actions à intégrer dans le projet définitif. Pour information nous avons suite au tirage au sort : 51% de femmes, un âge médian de 49 ans et 15% de moins de 30 ans et 9% de plus de 80 ans. Les 236 personnes tirées au sort lundi dernier vont être contactées prochainement par courrier pour composer définitivement ce panel en fonction de leur accord. Ce projet de territoire sera aussi accompagné par une démarche de marketing territorial permettant d'apporter de la cohérence entre la communication et les actions et en nous permettant d'avoir une véritable stratégie d'attractivité.

Le deuxième sujet que je souhaite aborder en propos liminaires est un sujet à l'ordre du jour de ce conseil, à savoir le transfert de compétence mobilité. Ce n'est pas une délibération anodine, la CCPLD n'intègre pas des compétences aussi importantes tous les jours. C'est aussi une étape importante pour l'aménagement et la solidarité de notre territoire. Aujourd'hui, nous allons nous prononcer une délibération demandant aux communes si elles souhaitent transférer cette compétence. Nous aurons ensuite à construire une politique de mobilité qui devra être globale et concerner plusieurs champs : transports en commun, bien sûr, mais pas uniquement... et il est illusoire d'imaginer cette unique solution. Il faudra travailler sur le co-voiturage, sur l'auto partage, sur les mobilités douces... En attendant deux études sont lancées sur le maillage de mobilité douce et sur le transport collectif. Nous allons renforcer nos échanges avec le monde économique pour étudier le niveau de service que nous pourrions leur proposer. En 2021 seul le Versement Mobilité Landernéen sera sollicité. Il paraît évident que l'élargissement du prélèvement du VM doit correspondre à une amélioration du service.

Troisième sujet, vous avez reçu ce jour en mairie des demandes de renseignements sur les pratiques dans vos communes face à la fracture numérique. Nous réfléchissons en effet à l'opportunité de répondre positivement au plan de relance dans le cadre du volet inclusion numérique pour contribuer à lutter contre la fracture numérique qui s'est encore révélée plus prégnante dans cette période actuelle de pandémie où certaines personnes isolées sont en grandes difficultés.

Enfin dernier sujet, le passage en Communauté d'Agglomération.

Si démographiquement les conditions sont réunies avec nos 50108 habitants, il nous faut cependant exercer en amont les compétences mobilité et eaux pluviales urbaines pour pouvoir y prétendre.

Ce jour nous aurons à nous prononcer sur la mobilité et nous démarrons le contour de la compétence « eaux urbaines ». En parallèle une étude finit les conséquences budgétaires et fiscales de ce passage en Communauté d'Agglomération pour notre collectivité. Bref, malgré le contexte, nous devons tous restés mobilisés pour le bien-être et l'avenir des habitants de notre territoire.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2021_001 Approbation PV du conseil de Communauté du 11 décembre 2020

Résumé :

Le procès-verbal du conseil de Communauté du 11 décembre 2020 qui décrit chaque point porté à l'ordre du jour et rend compte des débats, doit être approuvé par les membres du conseil de Communauté

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve le procès-verbal de la séance du conseil de Communauté du 11 décembre 2020.

DCC2021_002 Sollicitation de la DSIL 2021- volet rénovation énergétique

Résumé :

Le gouvernement a décidé de poursuivre et d'accentuer son soutien à l'investissement local dans le cadre du plan de relance de l'économie impactée par la crise sanitaire de la Covid-19. En plus de la reconduction en 2021 de la DSIL classique, une enveloppe supplémentaire est affectée à la rénovation énergétique des bâtiments des collectivités locales. Dans un premier temps la date limite pour le dépôt des demandes de financement présentées au titre de la DSIL « rénovation énergétique » était fixée au 30 avril 2021 par la circulaire préfectorale du 18 décembre 2020. Le calendrier de programmation de cette dotation étant accéléré au niveau national, il est demandé aux collectivités locales et à leurs établissements publics de faire remonter d'ici le 20 février au plus tard les projets mûres qui pourraient être éligibles à ce dispositif via la plateforme numérique.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : Approuve le programme prévisionnel des travaux de ces 3 opérations,

Article 2 : Autorise le président à solliciter, selon les plans de financement ci-dessous, la DSIL-volet énergétique - programmation 2021

	Coût prévisionnel HT	Subventions notifiées	DSIL rénovation énergétique sollicitée	Maître d'ouvrage CCPLD
Rénovation vestiaire Moulin- Mer	280 000 €	DETR 2020 : 84 000 € Projet nautique intégré : 97 265 €	42 735 €	56 000 €
Rénovation éclairage public des ZAE communautaires	100 000 €	CEE-SDEF : 10 000 €	40 000 €	50 000 €
Remplacement des pompes filtration eau C1 Aqualorn	70 000 €	DETR 2019 : 28 800 €	27 200 €	14 000 €

AMENAGEMENT

Economie

DCC2021_003 Politique de constitution d'une réserve de terrains agricoles : projet d'acquisition d'une parcelle (ZO 26) à Quinquis Marc - Plouédern

Résumé :

Dans le cadre de sa compétence économie et sa politique en faveur du soutien à l'agriculture, la Communauté souhaite développer sa capacité à disposer de réserves foncières agricoles. A ce titre, il est proposé au conseil de Communauté d'acquérir la parcelle agricole ZO n°26 au lieu-dit Quinquis Marc à Plouédern au tarif de 1€/m².

Débats :

Jean-François BODILIS souhaite savoir si la Communauté a des visées particulières pour ces réserves agricoles, comme en faire bénéficier dans le futur les petites exploitations bio qui ont un objectif de surfaces à atteindre, par exemple. Il demande aussi si la SAFER intervient dans cette opération.

Patrick LECLERC répond que le souhait de la collectivité est d'essayer d'acquiescer le foncier agricole afin de résoudre des problématiques dans le cadre de projets économiques, de maîtriser des parcelles certaines exploitations. Il lui paraît évident, sur la lisière de l'urbanisation, de maîtriser des parcelles qui pourraient demain être attribuées à différents types d'agriculture d'ailleurs. Il s'agit de saisir les rares opportunités qui se présentent afin de concilier les différentes demandes. Effectivement la SAFER sera saisie puisque ce sont des terres agricoles qui n'ont pas vocation à être urbanisées au moins pour vingt ans : la volonté de la Communauté ce n'est pas de les rendre constructibles, mais de maîtriser une partie de l'espace agricole autour des agglomérations, surtout dans le secteur relativement tendu de Plouédern.

Marc JEZEQUEL fait état de terres agricoles qui se négocient à 0.50 € ou 0.60 € le m².

Bernard GOALEC précise que les tarifs des terres agricoles sont assez éclectiques et varient suivant les secteurs du territoire. Par exemple sur Plouédern, la fourchette se situe entre 0.80 € et 1,20 € le m² suivant les orientations des productions des acquéreurs potentiels. Le terrain dont il est question de par sa situation entre dans les prix du marché.

Patrick LECLERC confirme qu'aujourd'hui les transactions s'effectuent sur Plouédern sur des bases assez proches de 1€/m² voire supérieures. Il faut noter qu'à Ploudaniel les tarifs des terres proches de l'échangeur grimpent : un agriculteur possédant des espaces à côté aura tendance à vouloir acquérir et surenchérir. Ce n'est pas le cas de la Communauté qui entend rester dans les prix du marché et garder la maîtrise de cette parcelle qui continuera à court terme à être exploitée par son occupant actuel.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide l'acquisition de la parcelle ZO n°26 au lieu-dit Quinquis Marc à Plouédern au tarif de 1 € le m²,

Article 2 : autorise le président à signer l'acte d'achat de ladite parcelle et tous autres actes administratifs y afférents.

AMENAGEMENT

DCC2021_004 ZAE de Lezeon/Plouédern : vente de terrains à l'entreprise ARZEL

Résumé :

L'entreprise ARZEL implantée ZAE de Lezeon souhaite acheter les parcelles adjacentes au site de l'entreprise afin de se développer.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : fixe le prix des parcelles ZR 201, ZR 200, ZR 84, ZR 83, ZR 121, à de 16 € HT/m² dans le cadre du projet de développement de l'entreprise Arzel,

Article 2 : autorise le président à signer avec l'entreprise Arzel ou toute personne physique ou morale se substituant à elle, les actes relatifs à la vente pour la cession des parcelles identifiées ci-dessus.

DCC2021_005 Dispositif de soutien économique - aide aux créateurs et repreneurs d'entreprises

Résumé :

Le conseil de Communauté du 11 décembre 2020 a approuvé les quatre dispositifs de soutiens économiques, mesures d'urgence proposées dans la délibération : adaptation du dispositif Pass Commerce Artisanat, volet numérique, mise en place d'un outil numérique collectif de territoire, prolongement du fonds COVID Résistance et assouplissement des critères d'éligibilités, mise en place d'une subvention dédiée aux créateurs et repreneurs d'entreprises, Il convient aujourd'hui de détailler les critères d'éligibilité de la subvention dédiée aux créateurs et repreneurs d'entreprises

Débats :

Jean-François BODILIS demande comment se comprend le seuil de sept salariés : au-dessus, ou en dessous ? Il pense particulièrement aux commerces ambulants ou non sédentaires qui ont beaucoup travaillé pendant la pandémie ; ce serait dommage de les exclure du dispositif même si certains ne se sont pas installés en 2020.

Patrick LECLERC répond que le seuil se situe en dessous de sept salariés, le dispositif étant destiné aux petites structures qui ont créé leur activité en 2020 et qui n'ont pas de référentiel comptable sur l'année n-1 et les années précédentes afin de justifier une baisse de chiffre d'affaires. Jusqu'à présent elles ne pouvaient être bénéficiaires du dispositif et en étaient écartées. C'est un soutien qui demeure modeste, destiné aux entreprises qui viennent de démarrer, abondé par la Région Bretagne selon le

modèle de financement retenu (moitié Région et moitié Communauté).

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve l'ensemble des critères d'éligibilités évoqués dans la présente délibération

Article 2 : autorise le président ou son représentant à procéder à toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de ces mesures d'urgences COVID et notamment à signer tout acte ou toute convention à cet effet.

MOYENS GENERAUX

Ressources humaines

DCC2021_006 Egalité femmes-hommes : rapport 2020 de la Communauté

Résumé :

Les EPCI de plus de 20.000 habitants doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Cette présentation a lieu préalablement aux débats sur le projet de budget.

Débats :

Tiphaine LETEURE s'étonne qu'il n'y ait qu'une seule femme dans la filière animation et se demande si la Communauté ne devrait pas être plus volontariste en matière de parité. Elle note aussi que les temps non-complets ne concernent que les femmes, ce qu'elle trouve choquant en 2021.

Bernard GOALEC ne pense pas que ce soit une volonté, que le choix dans ces filières à compétences égales n'est pas soumis à un clivage homme/femme.

Alexandra GUILLLORE explique que la collectivité ne possède pas la compétence petite enfance, que les missions d'animation concernent le CLIC(1 poste d'animatrice) et donc les personnes âgées. Les personnels d'Aqualorn sont des éducateurs sportifs, avec une parité hommes/femmes. Elle explique que les temps partiels sont accordés à la demande des agents, les postes n'étant pas au départ calibrés en temps partiel. Ce sont des choix personnels et légitimes de vie d'agents qui ont choisi de travailler différemment.

Jean-François BODILIS concède que le bilan est plutôt positif, mais qu'il manque dans ce rapport des orientations et un programme, et qu'il conviendrait de s'inspirer de celles proposées par le CDG29. Patrick LECLERC ne voit pas ce qu'il pourrait être fait en plus : il existe une égalité entre les traitements, ainsi qu'une égalité hommes/femmes. Pas dans toutes les filières, mais la parité est difficile à obtenir avec une seule personne. Il estime que ce n'est pas au sein de la Communauté qu'il faut chercher la petite bête concernant ce rapport hommes/femmes.

Alexandra GUILLLORE complète qu'effectivement le CDG 29 élabore des plans qui sont beaucoup d'éléments de langage au vu de leur propre effectif constitué à 95 % de femmes : en terme d'équité, ce sont peu d'hommes en RH au CDG 29, leur cœur de métier. Parallèlement, la Communauté auditionnait des candidats aujourd'hui, et il n'y avait qu'un seul homme à postuler sur 15 candidats. C'est compliqué, puisqu'à un moment donné, il existe malheureusement une réalité chiffrée, du fait des envies d'orientation : il faut chercher du côté de la formation, diversifier les filières et arrêter de formater les « petites filles » afin qu'elles puissent aussi aller vers des filières techniques.

Tiphaine LETEURE répond qu'il faut être volontariste dans ce domaine, sinon il n'y a plus d'avancées. Même s'il est possible de se féliciter de ce qui est accompli en la matière au sein de la collectivité, il faut malgré tout rester vigilant.

Patrick LECLERC estime qu'il faut conserver les acquis. Ce rapport est obligatoire, cependant il n'a pas forcément d'incidences dans les choix des agents qui sont faits en fonction des compétences même si la vigilance demeure de mise en la matière. Au sein de la collectivité, les dossiers sont traités de manière équitable entre tous les agents concernés, quel que soit leur sexe.

Délibération :

Le conseil de Communauté prend acte de la présentation du rapport 2020 de la Communauté sur la situation en matière d'égalité femmes-hommes.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_007 Création d'un emploi non permanent nécessaire à la réalisation d'un projet

Résumé :

La candidature tripartite Communauté/Villes de Landerneau et Daoulas a été retenue dans le cadre du programme "Petites Villes de Demain". Afin de mettre en œuvre le projet, il convient de créer un poste non permanent de chef de projet.

Débats :

Jean-François BODILIS trouve le projet intéressant et demande s'il y a soit ouvert à toutes les catégories hiérarchiques, A, B, et C.

Il lui est répondu que le poste est ouvert à toutes les catégories, avec un positionnement pour la collectivité sur un emploi de catégorie A.

Patrick LECLERC précise que cela n'obère pas une candidature d'une personne relevant de la catégorie B. Il expose que c'est encore une fois une ingénierie supplémentaire au service des communes, proposée par la Communauté, qui sera utile sur les opérations complexes de revitalisation des centralités, pas uniquement commerciales, mais pour le dynamisme des centres-villes et bourgs en général.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise la création de cet emploi et l'inscription au budget des crédits correspondants.

AMENAGEMENT

Mobilité

DCC2021_008 Transfert de la compétence mobilité

Résumé :

Les élus du territoire souhaitent construire une stratégie mobilité pour répondre aux enjeux du territoire dans le cadre du nouveau mandat. La Loi d'Orientation des Mobilité du 24 décembre 2019 invite par ailleurs les communes et leurs EPCI à se prononcer sur le transfert de la compétence mobilité. La date limite de délibération pour les EPCI est fixée au 31 mars 2021 par la loi. Au regard du projet politique communautaire et de l'échéance législative, le conseil de Communauté est donc invité à délibérer sur ce transfert de la compétence mobilité.

Débats :

Julien POUPON souligne que la compétence mobilité est une compétence de service et non pas une compétence d'aménagement. Il n'y aura pas de personnel transféré. Pour les transports scolaires, la Région reste aux manettes. Il s'agit de lancer le processus de transfert de compétence pour qu'il soit effectif au 1^{er} juillet 2021 et que dans l'intervalle les communes puissent disposer d'un délai de 3 mois pour être consultées. Il y a une forte attente de la population en matière de mobilité.

Yves CYRILLE expose que cette prise de compétence par la collectivité est une étape importante en cohérence avec la dynamique du territoire communautaire. Il approuve la méthode, et attend les résultats des deux études qui seront lancées comme plateformes de réflexion et d'actions. Il estime qu'en terme de mobilité, il est plus aisé de conforter et développer les mobilités en centralités mais il ne faut pas oublier que le territoire communautaire est essentiellement rural, et que l'attente des populations est très forte. Il pense qu'il existe un décalage entre ces attentes de la population et la possibilité de mettre en œuvre une offre de services adaptée, relativement conséquente au regard de la dimension du territoire.

Patrick LECLERC répond que le challenge va être effectivement de construire des offres de mobilités sur un espace plus rural, moins dense, qui soient économiquement tenables. Sur un périmètre urbain, les choses sont plus simples. Le travail sera effectué au vu des différentes études, et dans le cadre du plan de mobilité, c'est un ensemble de solutions qui devront être proposées qui soient économiquement viables. On a tous à l'esprit des expériences qui ont soulevé l'enthousiasme avant d'être tentées, et une fois mises en place n'ont pas trouvé le public et le succès espéré. Il faudra être imaginatif, mais c'est le bon moment avec une réelle appétence du public sur des solutions de mobilités différentes.

C'est aussi vrai pour certaines entreprises qui se rendent compte que la mobilité est un frein à l'embauche. La conjecture est idéale qui fait qu'en dialoguant avec les habitants et les entreprises, il existe une capacité à trouver des solutions pour améliorer la situation. Il est bien évidemment impossible de créer un réseau passant devant le domicile de chacun toutes les cinq minutes. Il serait illusoire de croire cela, pour autant des améliorations peuvent être apportées dans le cadre d'une réflexion collégiale. Ce sera l'enjeu une fois la compétence prise sur la base des études réalisées que d'avancer et de proposer des solutions.

Julien POUPON indique que ces deux études sont menées en parallèle sur les possibilités de créer de la mobilité différenciée sur l'ensemble du territoire : c'est en effet impossible d'avoir partout la même fréquence de bus. Les scénarios financiers et les études indiqueront la pertinence et les coûts par rapport à ce que la collectivité est prête à abonder. Il faut que les transports soient pris par les usagers : sur sa commune par exemple (Saint Urbain), sur le sujet du covoiturage mis en place, il y a eu un bel enthousiasme au départ et le jour où il a fallu concrétiser, le résultat n'a pas été probant.

Idem pour le transport à la demande qui a été expérimenté, beaucoup de besoins recensés pour au final n'avoir qu'une seule personne place. Il faudra affronter la réalité du territoire mais les études vont apporter cet éclairage afin de trouver des solutions pour les habitants.

Alexandra GUILLORE estime que dans les offres complémentaires de services, même largement diversifiées, une voiture pleine est préférable à un bus vide. Il faut offrir le service afin qu'il soit utilisé : si c'est juste pour se donner bonne conscience avec des transports en commun partout mais des horaires qui ne correspondent pas à la demande, le bus sera vide au final.

Tiphaine LETEURE trouve ce projet ambitieux, porteur d'espoir et très enthousiasmant, tout comme l'étaient les réunions préparatoires. Cette prise de compétence va permettre de proposer des solutions alternatives à la voiture individuelle, le déploiement de nouveaux transports va s'inscrire dans une politique de mobilité durable. Cette mobilité est un enjeu majeur en termes de cohésion sociale et de solidarité qui permettra aux personnes « captives » : jeunes, personnes âgées, actifs non motorisés de se déplacer. Dans cette intermodalité, la cohésion territoriale est capitale, le souhait étant de permettre aux communes excentrées d'accéder aux mêmes services que les autres, que ce soit dans le domaine de la santé, de la culture ou du sport. Elle espère que cette délibération, certes un peu technique mènera à une politique ambitieuse qui favorisera la liberté, l'égalité et la solidarité sur le territoire.

Gilles CALVEZ et Yves CYRILLE approuvent totalement cette délibération qui est vraiment un bond en avant. Les élus devraient aussi s'interroger sur leur mode de déplacement pour venir aux réunions. Faut-il que chacun continue de venir seul ?

Jean-Bernard FLOCH insiste sur l'importance que revêtent les questions de mobilité en milieu rural. Il attire l'attention sur ce sujet qui est primordial pour les entreprises au niveau des embauches. Il évoque enfin un point délicat pour le monde de l'entreprise : la taxe sur les transports.

Actuellement le taux du versement transport est de 0,45 %. Il ne souhaite pas que par rapport aux besoins de financement à venir des services transport, cette taxe devienne une variable d'ajustement. En effet aujourd'hui, les impôts de production en France représentent 9 % du PIB alors qu'en Allemagne, les mêmes impôts ne représentent que 4 % du PIB. Le gouvernement est conscient de cet écart et cherche à diminuer ces impôts qui pèsent sur la production, avec pour objectif la nécessité de réindustrialiser le pays. Il serait donc à son avis malvenu de toucher à la taxe sur les transports dans ce contexte.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : lance le processus de transfert de la compétence « Organisation de la mobilité », effective au 1^{er} juillet 2021 à la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas, permettant aux conseils municipaux de disposer d'un délai de trois mois pour se prononcer sur le transfert de cette compétence dans le cadre prévu par les articles L.5211 – 17 et L.5211 – 5 du code général des collectivités territoriales,

Article 2 : ne demande pas, pour le moment, à se substituer à la Région Bretagne dans l'exécution des services de transport scolaire que celle-ci assure actuellement dans le ressort de son périmètre ; elle conserve néanmoins la capacité de le faire à l'avenir conformément aux dispositions de l'article L. 3111 – 5 du Code des Transports,

Article 3 : charge le président de notifier la présente délibération aux maires des vingt-deux communes membres aux fins d'adoption par les conseils municipaux de ces communes d'une délibération concordante,

Article 4 : autorise le président à prendre toutes mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération.

DCC2021_009 Signature d'une convention de partenariat avec la Région Bretagne sur la politique mobilité

Résumé :

La Région Bretagne a proposé à l'ensemble des EPCI bretons la signature d'une convention de partenariat en matière de mobilité. Cette convention a pour objet la reconnaissance de la Région Bretagne et de la CCPLD comme interlocuteurs stratégiques privilégiés en matière de mobilité. Il est proposé aux élus de se prononcer sur la signature de cette convention.

Débats :

Le comité de pilotage Région/Communauté va proposer les déclinaisons de cette convention : billetterie partagée, étude du prolongement de la liaison Breizhgo qui vient de Lesneven vers Daoulas...

Jean-François BODILIS souhaite savoir s'il existe un comité des usagers de la gare de Landerneau désignée pôle structurant dans la convention actuellement l'objet d'une réorganisation avec le risque de voir quatre postes supprimés sur les neufs existants.

Patrick LECLERC confirme avoir effectivement lu dans la presse un article mentionnant des réorganisations de gares mais indique qu'au cours des échanges qu'il a eus, ce n'est pas ce que la SNCF lui a présenté sur les perspectives concernant la gare de Landerneau. Il va s'informer plus avant afin de connaître les tenants et les aboutissants de ce dossier. En ce qui concerne le comité des usagers, en matière ferroviaire, il existe toujours, même s'il se réunit moins souvent en raison du contexte sanitaire. Il indique qu'il faudra aussi en interne élargir le cadre de la commission des usagers du service public créée à la Communauté : ce qui existe pour l'eau sera à mettre en place sur la partie transports, ultérieurement à la prise de compétence par la collectivité.

Tiphaine LETEURE expose que la gare de Landerneau doit faire l'objet de toutes les attentions : en effet c'est l'une des plus empruntée de Bretagne, avec des centaines de voyageurs chaque jour (travail, études, loisirs). C'est un nœud ferroviaire essentiel et il est question de supprimer du personnel à l'accueil. Elle évoque le cas notamment d'une personne qui est guichetière, embauchée comme apprentie à l'âge de quatorze ans et qui va être licenciée après 38 ans de carrière, ceci à un an de la retraite.

A Landerneau, la nouvelle passerelle sera certes plus fonctionnelle, mais c'est aussi important de disposer de moyens humains au quotidien pour renseigner sur les tarifs ou autres, car le dispositif « ouigo » n'est pas tout. Il existe un besoin d'aider aussi les personnes les plus fragiles. Elle espère que la collectivité saura insister afin que les personnels soient le plus possible maintenus en place, certains dirigeants SNCF reconnaissant que les services rendus en gare de Landerneau sont assez exceptionnels.

Patrick LECLERC recadre le débat car la délibération concerne la Région Bretagne et la Communauté et les propos qu'ils entendent traitent d'un deuxième sujet relatif à la SNCF et ses conditions d'exploitation. Le sujet actuel est de définir les relations de la collectivité avec la Région, mais il assure que la vigilance sera de mise pour la gare de Landerneau et qu'il sera nécessaire d'échanger avec les dirigeants SNCF le plus tôt possible à ce propos. La convention affirme la gare de Landerneau comme un véritable PEM, ce qu'elle est déjà, mais il souhaite une reconnaissance de la Région Bretagne dans la mesure où ce pôle a été réalisé avec toutes les qualifications d'un pôle d'échange multimodal avant même la création de la labellisation. Il est temps de rattraper cet oubli et que cet outil soit reconnu à sa juste valeur conclut-il.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : valide le partenariat envisagé entre la Communauté et le Conseil Régional de Bretagne,

Article 2 : autorise le président à signer la convention en matière de politiques de mobilité 2021-2026 avec le Conseil Régional de Bretagne et tout autre document y afférent.

AMENAGEMENT

Aménagement

DCC2021_010 Actions de rénovation énergétique : partenariat CCPLD-Ener'gence - année 2021

Résumé :

Suite aux modifications des financements concernant l'accompagnement du grand public en matière de rénovation énergétique et avant de construire un éventuel nouvel outil à l'échelle de notre territoire suite au Projet de Territoire et du PCAET notamment, il est proposé, pour l'année 2021, de formaliser un partenariat avec Ener'gence pour maintenir les services existants pour les habitants et également pour la collectivité. Ce partenariat engage la Communauté à verser une participation financière de 35 311 € (montant prévisionnel pouvant être minoré par une subvention de la Région).

Débats :

Patrick LECLERC précise que la Communauté percevra de l'ordre de 14 000 € de la Région, aide qui viendra atténuer l'aide de 35 000 € à Ener'gence qui s'avère indispensable afin de ne pas manquer cette transition énergétique des bâtiments pour atteindre les objectifs communautaires en matière d'économie d'énergie et de PCAET.

Jean-François BODILIS demande si les visites énergie à domicile sont bien une des missions qui sont confiées à cet organisme.

Alexandra GUILLORE explique que les visites énergie font partie de la phase 1 des permanences de l'Adil ou de Citémétrie etc... Les visites au domicile des propriétaires sur les types de rénovations possibles, globalement l'opération la plus intéressante, se passent en phase 2. Pour information, le devis brut pour la plateforme Tinergie (phase 2) est de 80 000 €/an. Le déploiement sur d'autres intercommunalités voisines fait que ces organismes ne sont pas en capacité humaine de se projeter sur le territoire communautaire. Mais si le modèle se fait sans avoir intégré au préalable les priorités PCAET ainsi que celles du projet de territoire, ce ne sera pas très bon. Aujourd'hui, les habitants du territoire communautaire peuvent téléphoner afin de se renseigner sur les solutions énergétiques et obtenir des informations sur le cadastre solaire, cofinancé avec le Pays de Brest afin de voir quel est le potentiel de leur toiture. Le développement par Ener'gence du service se fera progressivement en phase 2, mais le territoire communautaire n'est aujourd'hui pas concerné. Cette montée en puissance nécessitera un accompagnement supplémentaire, de l'ordre de 80 000 € afin de proposer cette prestation dans le cadre d'un déploiement Tinergie, en bénéficiant d'aides régionales. Mais une délibération sera à prendre s'il est décidé d'aller dans ce sens.

Cet organisme a aussi une mission qui s'appelle le « réseau citoyen » sur le Pays de Brest. Les citoyens du climat suivent une session de formation pour perfectionner leurs connaissances des enjeux énergie-climat et sont ensuite capables de mener eux-mêmes et d'initier des actions de sensibilisation aux économies d'énergie (ateliers, stands d'information) à l'échelle de leur entourage ou du territoire.

Il n'y a pas d'ateliers sur le territoire communautaire. Est-ce parce que c'est méconnu, ou par volonté de ne pas s'y installer ? s'interroge Jean-François BODILIS.

Alexandra GUILLORE répond que la Communauté a fait le choix d'attendre d'être plus avancée et d'avoir défini au préalable les orientations de son PCAET avant d'engager des animations et une mobilisation citoyenne autour de ces enjeux climat-énergie.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le partenariat avec Ener'gence pour l'année 2021 en matière de transition énergétique,

Article 2 : autorise le président à :

- verser à Ener'gence la participation estimée à 35 311 € pour 2021,
- signer la convention, telle qu'annexée à la présente délibération.

DIRECTION GENERALE

Affaires générales

DCC2021_011 Les tourbières de Langazel : Appel à projet 2021 région Bretagne pour l'animation du document d'objectifs du site Natura 2000 - Soutien à la candidature du site de Langazel à l'AMI de la région Bretagne en vue de créer de nouvelles réserves naturelles régionales - Participation communautaire 2021 à l'association de Langazel.

Résumé :

Structure porteuse de l'animation du document d'objectifs du site Natura 2000, la Communauté mobilise les financements dédiés en répondant à l'appel à projets de la Région Bretagne pour l'exercice 2021. Elle soutient également la candidature de l'association déposée en janvier 2021 à l'AMI région Bretagne pour que le site de Langazel soit classé réserve naturelle régionale.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide de soutenir la candidature de l'association de Langazel à l'AMI lancé par la région Bretagne pour créer 4 nouvelles réserves naturelles régionales

Le classement du site les tourbières de Langazel en réserve naturelle régionale donnera une meilleure lisibilité et un meilleur rayonnement au site et ce à une échelle bien plus large que celle du pays de Landerneau-Daoulas et du département, Ce classement sera aussi la reconnaissance du site de Langazel, la plus ancienne tourbière connue à ce jour en péninsule bretonne, comme un des principaux réservoirs de biodiversité et de sa contribution significative au réseau des continuités écologiques du territoire. Ce classement permettra d'accentuer la préservation d'une des dernières grandes zones humides du nord-Finistère et à la région Bretagne de reconnaître le fort ancrage territorial de ce site, résultat d'une conciliation réussie des enjeux de protection, de développement local et d'éducation à la biodiversité. L'outil réserve naturelle régionale sera ainsi saisi comme levier pour susciter de nouvelles dynamiques de développement durable avec une appropriation des enjeux par les acteurs locaux et la population,

Article 2 : autorise le président à :

- répondre à l'appel à projet Région Bretagne pour les prestations de service pour la gestion et l'animation du site Natura 2000 qui sont attribuées dans le respect des règles en vigueur concernant la commande publique suivant le tableau ci-dessous, auprès du ministère de la transition écologique (MTE) et de l'Union Européenne (FEADER),

	Dépenses à engager	Financement	%
Prestation de service	16 160,00 €		
Etat (MTE)		7 595,20 €	47
Union Européenne FEADER		8 564,80 €	53
Total	16 160,00 €	16 160,00 €	100

- signer la convention financière 2021 avec la DDTM du Finistère,
- verser une participation de 3 000 € à titre de soutien à l'association de Langazel pour organiser l'accueil du public scolaire pour les opérations de découverte des milieux naturels.

AMENAGEMENT

Tourisme

DCC2021_012 Tour de France 2021 : subventions exceptionnelles aux communes

Résumé :

Le Tour de France 2021 s'élancera de Brest le 26 juin prochain. Cette première étape traversera plusieurs communes de la Communauté, l'arrivée se fera à Landerneau. La Communauté souhaite accompagner les communes pour faciliter le bon déroulement de l'événement.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve l'enveloppe globale de 20 000 € pour aider les communes et contribuer au bon déroulement du Tour de France sur le territoire communautaire.

[Michèle CASU quitte l'assemblée et donne pouvoir à Bernard GOALEC pour le reste de la séance.](#)

DCC2021_013 Office du tourisme : boutique et billetterie, tarification 2021

Résumé :

Depuis 2018, l'Office de tourisme communautaire a développé sa gamme de produits en vente à destination du public. Aux articles "boutique" (sacs, cartes postales, livres et topoguides) s'ajoutent des prestations de visites assurées par des partenaires professionnels et la billetterie des festivals.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les tarifs et les modalités de commissionnement 2021 de la régie de l'Office du tourisme ci-dessous :

ORGANISATEURS	PRODUITS	COMMISSION
Penn ar Bed	Transport vers les îles du Ponant	Oui (8%)
Finist'Mer	Transport vers les îles du Ponant	Oui (10%)
Océanopolis	Entrée de l'équipement	Oui (10%)
L'art Scène	Festival Fête du Bruit	Oui (1€/billet)
Kann al Loar	Festival	Oui (1€/billet)
Abbaye de Daoulas	Entrée de l'équipement	Oui (10%)
La Récré des Trois Curés	Entrée de l'équipement	Oui (1,5€/billet)
Arrée Légendes	Balades contées	Oui (10%)
Landerneau Boutiques	Chèques-cadeaux	Non

PRODUITS	
Sac tote bag en coton (3 modèles au choix)	
Lot de 3 cartes postales (modèles au choix)	1 €
Topoguide FFRando Le Finistère à pied	15,40 €
Topoguide FFRando le PNRA	14,90 €
Guide randonnée de Saint Urbain	10 €
Impression couleur fiche randonnée	0,30 €
Landerneau, balade dans la ville et dans le temps	10 €
Le domaine des Capucins. Landerneau	10 €
Photocopies noir et blanc	0,20 €
Photocopies couleur	0,30 €
Disque de stationnement	1 €
Enveloppe pour carte postale	0,20 €

Article 2 : autorise le président à signer les conventions, et tout acte administratif relatif à la billetterie et la boutique, avec les prestataires souhaitant proposer un service de billetterie à l'accueil de l'office du tourisme, et le cas échéant, à percevoir une commission sur les ventes effectuées.

MOYENS GENERAUX

Finances

DCC2021_014 PCRS - Convention de partenariat avec le SDEF

Résumé :

Dans le cadre de la réforme "anti-endommagement" des réseaux du 1er juillet 2012, le SDEF s'est positionné comme autorité locale compétente pour la mise en place d'un Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) sur le département, hors Brest Métropole. Par voie de convention, avec les EPCI qui le souhaitent, le SDEF propose de base la réalisation du PCRS servant de référentiel commun à l'implantation des réseaux, prioritairement ceux dits sensibles et l'édition d'un plan dénommé RTS (Référentiel Topographique Simplifié). Deux conventions fixent les conditions techniques et financières de réalisation de ces prestations. Il est proposé dans cette délibération que les subventions soient versées par la Communauté pour le compte de la Communauté et des 22 communes membres.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : décide de confier au Syndicat Départemental d'Energie du Finistère (SDEF) l'élaboration du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS),

Article 2 : approuve :

- les conventions cadre et particulière fixant les conditions techniques et financières d'élaboration du PCRS ainsi que des référentiels topographiques,
- les conditions financières de la première phase (2020-2025) et le versement des subventions d'investissement et de fonctionnement aux conditions prévues dans la convention particulière et leur financement par la Communauté pour le compte de ses communes membres,
- le principe de répercussion aux communes concernées des demandes de subventions supplémentaires engendrées par la livraison de référentiel plus détaillé RTGE correspondant à une dépense supplémentaire que devra assurer le SDEF pour la réalisation du RTGE.

Le surcoût de ces prestations est évalué à 185 €/km ou 275 €/km suivant l'existence d'un travail de vectorisation déjà réalisé sur le tronçon concerné.

Article 3 : autorise le président à signer les conventions cadre et particulière jointes en annexe de la délibération.

MOYENS GENERAUX

Mutualisations

DCC2021_015 Actualisation du schéma de mutualisation

Résumé :

Le 2ème schéma de mutualisation sera élaboré pour le mandat, dans le sillage du projet de territoire.

Débats :

Michel CORRE précise que les services mutualisés Ville de Landerneau/Communauté représentent aujourd'hui 41.5 Equivalents Temps Plein. Il rappelle les principes qui gouvernent les mutualisations :

il s'agit de fonder toute mutualisation sur les volontés partagées des élus, de rechercher un équilibre entre économie d'échelle et niveau de services apportés. cohérence du schéma de mutualisation avec le projet de territoire qu'il va servir et aider à sa réalisation (ingénierie, accompagnement des communes ...)

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité approuve le lancement de la démarche de schéma de mutualisation pour la période 2021-2026.

Commande publique

DCC2021_016 Approvisionnement en carburant des véhicules communautaires au centre technique municipal de la ville de Landerneau - participation de la Communauté à l'investissement et aux frais de fonctionnement

Résumé :

Les véhicules de la CCPLD s'approvisionnent à la station de distribution de carburants de la ville de Landerneau. Une convention, en date du 18 avril 2001, définit les modalités d'exercice et de facturation de cette prestation. Arrivée en fin de vie, la station-service de Landerneau a fait l'objet d'une remise à neuf pour un montant de 61 650 € HT. La convention annexée définit les conditions de la participation financière de la Communauté à cet investissement et met à jour les modalités de facturation des prestations.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : arrête le principe d'une répartition du montant des travaux de rénovation de la station selon la clé de répartition suivante : 75 % à la charge de la Communauté et 25 % à la charge de la ville de Landerneau

Article 2 : approuve les termes de la convention relative à l'approvisionnement en carburant des véhicules communautaires au centre technique municipal de la Ville de Landerneau.

Article 3 : autorise le vice-président en charge des mutualisations à signer la convention et ses éventuels avenants.

SERVICES A LA POPULATION

Aqualorn

DCC2021_017 Grille tarifaire 2021

Résumé :

Le statut de régie de recettes de la billetterie d'Aqualorn impose le vote des tarifs exhaustifs pratiqués.

Débats :

Marc JEZEQUEL demande si les nouvelles prestations proposées à Aqualorn ont pour origine les demandes, attentes et souhaits des usagers ou est-ce qu'il s'agit avant tout de propositions d'animations émanant d'un travail des personnels d'Aqualorn dans le souci d'améliorer le service public et d'accroître l'attractivité de l'équipement.

Nathalie GODET répond que c'est un peu un mix des deux. La réflexion est en permanence entretenue avec l'équipe d'Aqualorn pour proposer des activités différentes au public, pour innover sans cesse. Certaines personnes avaient pris un engagement sur plusieurs cours qui n'ont pu être véritablement assurés en raison de la crise sanitaire (leçons...). Il est vrai aussi que l'engagement à long terme, sur une année même hors du contexte sanitaire lié au COVID ne donne pas toujours satisfaction : des périodes définies, plus courtes pour faire une activité est aussi un concept qui peut séduire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : abroge la délibération n° DCC2019_058 du 3 avril 2019,

Article 2 : approuve la nouvelle grille tarifaire présentée en annexe applicable à compter du 1^{er} mars 2021.

SERVICES A LA POPULATION

Nautisme

DCC2021_018 Participation financière exceptionnelle liée à l'arrêt des activités scolaires pendant la crise sanitaire (mars à juin 2020)

Résumé :

La politique d'initiation au nautisme créée en 2006 représente pour les 3 centres nautiques du territoire une source non négligeable de recettes. Le confinement du printemps 2020 ne leur a pas permis de réaliser les cycles programmés.

Débats :

Patrick LECLERC précise que les prestations classes de mer, voiles scolaires par le Rectorat et que les centres nautiques, surtout ceux proposant un hébergement, sont très fragilisés. En Bretagne, 11 centres sur les 36 proposant de l'hébergement vont fermer, il y a donc une mobilisation à prévoir sur ce sujet.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article unique : autorise le paiement d'un forfait de 2 535 € par classe pour les cycles nautisme non réalisés durant la crise sanitaire de mars à juillet 2020.

Les montants arrêtés par centre nautique sont les suivants :

- Centre nautique de Moulin Mer : 13 classes soit 32 955 €,
- Centre nautique de Rostiviec : 9 classes soit 22 815 €,
- Centre nautique de la Garenne (les Alligators) : 9 classes soit 22 815 €.

DCC2021_019 Tarifs nautisme scolaire - année scolaire 2020/2021.

Résumé :

Par délibération n° 2014-45 du 20 mars 2014, le conseil de Communauté a approuvé le principe d'une indexation des tarifs des activités nautiques sur l'indice des prix à la consommation des ménages (hors tabac) du mois de décembre de chaque année avec une application sur l'année scolaire suivante.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité valide les tarifs proposés ci-dessous applicables du 1^{er} septembre 2020 au 31 août 2021.

	Tarif 2019- 2020	Indice INSEE décembre 2019	Tarif 2020-2021
Montant séance par enfant et par séance pris en charge par la CCPLD			
Une séance de voile	17,70 €	+1,50 %	17,97 €
Une séance de kayak	13,53€		13,73€
Une journée classe de mer	27,04 €		27,45 €

Sur cette base, les forfaits proposés pour l'année scolaire 2019-2020 sont les suivants (pour rappel : 60 % du tarif est forfaitisé et 40 % est calculé pour le nombre réel d'élèves) :

Forfait primaire CCPLD (prise en charge de l'activité à 100 %)				
	0- 11 élèves	12-24 élèves	25-36 élèves	37 élèves et + (base : 40)
Voile	118,60 €	258,77 €	388,15 €	431 €
Canoë-kayak	90,62 €	197,71 €	296,57 €	329,52 €
Tarif par élève participant				
Voile	7,19 €			
Canoë-kayak	5,49 €			
Forfait secondaire CCPLD (prise en charge de l'activité à 50%)				
	0- 11 élèves	12-24 élèves	25- 36 élèves	37 élèves et + (base : 40)
Voile	59,30 €	129,38 €	194,08 €	215,64 €
Canoë kayak	45,31 €	98,86 €	148,28 €	164,76 €
Tarif par élève participant				
Voile	3,59 €			
Canoë kayak	2,75 €			
Classe de mer				
primaire (100% de l'activité)	27,45 € par jour et par élève			
secondaire (50% de l'activité)	13,72 € par jour et par élève			

SERVICES A LA POPULATION
Action sociale liée à l'emploi

DCC2021_020 Mission Locale Pays de Brest : participation 2021

Résumé :

La convention signée avec la Mission Locale du Pays de Brest est arrivée à échéance fin décembre 2018. Une clause prévoit la possibilité de proroger la convention au-delà de son terme, des avenants ont été passés à cet effet pour les années 2019 et 2020, un nouvel avenant est nécessaire pour prolonger la convention pour l'année 2021.

Débats :

Le président indique qu'il proposera lors d'une prochaine commission plénière que la Mission Locale puisse venir présenter ses missions en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes et des initiatives qu'elle mène sur le territoire.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer l'avenant n° 3 de prolongation de la convention avec la Mission Locale sur l'année 2021 sur les bases d'un ratio de 1,67 €/habitant en retenant comme nombre d'habitants, la population totale correspondant au dernier recensement de l'INSEE connu (décembre 2020 : 50108 habitants) soit une participation 2021 de 83 680,36 €.

TECHNIQUES

Environnement

**DCC2021_021 Collecte et traitement des déchets d'équipement électriques et électroniques
- Signature de la convention 2021-2026**

Résumé :

Depuis 2008, la collectivité a mis en place la collecte des déchets d'équipement électriques et électroniques sur son territoire via une convention signée avec OCAD3E. La convention doit être renouvelée sur la période 2021 à 2026.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer les conventions avec l'éco-organisme OCAD3E pour la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2026 et tout document y afférent.

DCC2021_022 Remise des prix "0 PHYTO EPCI" 2021 / Adhésion à la charte d'entretien des espaces verts de la Région Bretagne

Résumé :

La Communauté entretient mécaniquement et manuellement les dépendances vertes de son patrimoine (zones d'activités économiques, déchetteries, aires de déchets verts, abords des bâtiments communautaires) sans employer de produit phyto sanitaire. La Communauté peut par conséquent prétendre à l'obtention du prix « 0 PHYTO EPCI » décerné par la Région Bretagne à condition d'adhérer à sa charte d'entretien des espaces des collectivités.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adhère à la charte d'entretien des espaces verts de la Région Bretagne,

Article 2 : autorise le président ou son représentant à signer la charte annexée à la présente délibération.

TECHNIQUES

Eau et assainissement

DCC2021_023 SPL EAU DU PONANT - Approbation du rapport aux actionnaires 2020

Résumé :

L'article L.1524-1 du code général des collectivités territoriales dispose que les organes délibérants des collectivités territoriales et leurs groupements actionnaires devront se prononcer sur le rapport écrit qui leur sera soumis au moins une fois par an par leur(s) représentant(s) au Conseil d'Administration ou de surveillance de la société.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstention : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : approuve le rapport aux actionnaires 2020 de la SPL Eau du Ponant.

Eau potable**DCC2021_024 Amitiés BAM Bretagne : Subvention 2021****Résumé :**

Dans le cadre de ses activités d'aide d'accès à l'eau potable, l'association Amitiés Bam Bretagne apporte son concours à la population des villages ruraux sur la commune de Kongoussi, chef-lieu de la province de BAM, au Burkina-Faso. La réalisation de forages ou la réhabilitation de pompes de puisage garantissent à 20 000 personnes un accès à l'eau potable. L'association sollicite, auprès de la Communauté, un partenariat financier pour 2021 afin d'assurer le portage des travaux en délégation de maîtrise d'ouvrage. Le conseil de Communauté est appelé à approuver la convention de partenariat avec l'association, dans le cadre de la loi Oudin Santini et le versement d'une subvention de 4 000 €

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve la convention de partenariat entre la commune de Kongoussi et la Communauté désignant l'association « Amitiés BAM Bretagne » comme délégataire de maîtrise d'ouvrage des travaux décrits pour l'année 2021 et d'un montant estimé à 35 000 €,

Article 2 : approuve le versement d'une subvention de 4 000 € dans les conditions fixées par la convention précitée,

Article 3 : autorise le président à signer la convention.

MOYENS GENERAUX**Systèmes d'information****DCC2021_025 Transmission électronique des actes en Préfecture****Résumé :**

Le conseil de Communauté est invité à valider l'avenant à la convention passée avec l'Etat pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité visant l'extension de son périmètre à tous les actes.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer un avenant ainsi que tous les avenants à venir à la convention pour la transmission des actes de la Communauté soumis au contrôle de légalité ou à une obligation de transmission au représentant de l'État visant l'extension de son périmètre à tous les actes et actes budgétaires.

MOYENS GENERAUX**Finances****DCC2021_026 Vote des attributions de compensation 2021****Résumé :**

Les attributions de compensations ont pour objet de garantir la neutralité budgétaire des transferts de ressources entre l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) et ses communes membres lors de transferts de compétences. Le mécanisme de ces attributions est prévu à l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Débats :

Le président indique qu'il va demander au cabinet RCF de venir présenter le mécanisme des AC, l'historique de leur mise en œuvre suite à l'instauration de la TPU en 1998 afin que tous les élus puissent intégrer la logique qui sous-tend ces AC qui peuvent être positives ou négatives selon les communes. La plupart des conseillers communautaires n'était pas élu au moment de l'institution de ces AC, ce rappel sera utile et permettra de regarder avec le cabinet RCF les différentes options possibles en matière de pacte financier.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (CALVEZ Gilles, QUILLEVERE Séverine)

Article unique : Décide de reconduire au titre de l'année 2021 les montants des attributions de compensation tels que présentés ci-dessous.

Communes	Attribution positive	Attribution négative
Daoulas	11 013,00 €	
Dirinon	321 512,00 €	
La Forest Landerneau	136 398,00 €	
Hanvec		12 985,00 €
L'Hôpital Camfrout		51 423,00 €
Irvillac	5 359,00 €	
Landerneau	1 886 662,10 €	
Lanneuffret		3 380,00 €
Logonna Daoulas		64 766,00 €
Loperhet		744,00 €
La Martyre	190 768,00 €	
Pencran	241 828,00 €	
Ploudiry	105 497,00 €	
Plouédern	368 068,00 €	
La Roche Maurice		42 218,00 €
Saint Divy	150 052,00 €	
Saint Eloy		4 496,00 €
Saint Thonan	75 609,00 €	
Saint Urbain		10 176,00 €
Tréflévénez	5 173,00 €	
Le Tréhou	7 776,00 €	
Trémaouézan		12 057,00 €
Total	3 505 715,10 €	202 245,00 €

DCC2021_027 Reversement de fiscalité au SIVOM du Faou**Résumé :**

Le SIVOM de la région du Faou a été dissous en 2012. Depuis, la Communauté reverse aux communes alors membres 50% de la fiscalité perçue sur la zone de Kéranguéven. Il est proposé de maintenir de reversement pour l'année 2021.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise le président à signer la convention de reversement de fiscalité et à procéder au reversement de cette fiscalité, conformément aux montants ci-dessous :

- Le Faou : 32 231,60 € soit 40% du total,
- Lopérec : 4 028,95 € soit 5 % du total,
- Rosnoën : 4 028,95 € soit 5 % du total.

MOYENS GENERAUX**DCC2021_028 Reprise anticipée des résultats 2020 aux budgets primitifs 2021****Résumé :**

L'article L231-5 du code général des collectivités territoriales prévoit que "le conseil peut, au titre de l'exercice clos et avant adoption de son compte administratif, reporter de manière anticipée au budget le résultat de la section de fonctionnement, le besoin de financement de la section d'investissement, ou le cas échéant l'excédent de la section d'investissement, ainsi que la prévision d'affectation".

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité autorise la reprise anticipée et l'affectation des résultats de l'exercice 2020 aux budgets primitifs 2021 conformément au tableau présenté ci-dessous.

Libellé	Résultat	Imputation BP 2021	Libellé	Montant
Budget général			ID : 029-242900801-20210412-DCC2021_041-DE	
Résultat de fonctionnement	2 426 517,48	R/002	Solde d'exécution reporté	1 413 329,48
		R/1068	Excédent capitalisé	1 013 188,00
Résultat d'investissement	- 1 013 188,00	D/001	Solde d'exécution reporté	1 013 188,00
Budget économie				
Résultat de fonctionnement	1 298 802,23	R/1068	Excédent capitalisé	1 298 802,23
Résultat d'investissement	- 544 509,94	D/001	Solde d'exécution reporté	544 509,94
Budget Moulin Mer				
Résultat de fonctionnement	236 428,15	R/002	Solde d'exécution reporté	111 207,70
		R/1068	Excédent capitalisé	125 220,45
Résultat d'investissement	- 125 220,45	D/001	Solde d'exécution reporté	125 220,45
Budget Réseau de chaleur				
Résultat de fonctionnement	48 850,30	R/002	Solde d'exécution reporté	0,00
		R/1068	Excédent capitalisé	48 850,30
Résultat d'investissement	- 25 085,04	D/001	Solde d'exécution reporté	25 085,04
Budget Photovoltaïque				
Résultat de fonctionnement	23 239,76	R/002	Solde d'exécution reporté	0,00
		R/1068	Excédent capitalisé	23 239,76
Résultat d'investissement	- 21 288,11	D/001	Solde d'exécution reporté	21 288,11
Budget CLIC				
Résultat de fonctionnement	4,54	R/002	Solde d'exécution reporté	4,54
Résultat d'investissement	0,00	R/001	Solde d'exécution reporté	0,00
Budget Eau				
Résultat de fonctionnement	280 721,03	R/002	Solde d'exécution reporté	39 822,83
		R/1068	Excédent capitalisé	240 898,20
Résultat d'investissement	- 240 898,20	D/001	Solde d'exécution reporté	240 898,20
Budget Eau DSP avant transfert				
Résultat de fonctionnement	866 401,87	R/1068	Excédent capitalisé	866 401,87
Résultat d'investissement	142 036,00	R/001	Solde d'exécution reporté	142 036,00
Budget Assainissement				
Résultat de fonctionnement	509 254,53	R/002	Solde d'exécution reporté	128 722,57
		R/1068	Excédent capitalisé	380 531,96
Résultat d'investissement	- 339 331,96	D/001	Solde d'exécution reporté	339 331,96

DCC2021_029 Vote de la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) et mise à jour des AP/CP

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté d'adopter la PPI sur 2021-2025 telle que présentée et détaillée en séance et de mettre à jour les AP/CP en conséquence.

Débats :

Patrick LECLERC souhaite faire deux remarques :

La première sur la partie mobilité, étant précisé qu'on ne peut pas mettre en place un budget mobilité avant le transfert effectif de la compétence ; Aujourd'hui, au budget général en matière de mobilité sont fléchées uniquement la constitution d'une flotte de vélos à assistance électrique ainsi que l'acquisition de boxes sécurisés.

La seconde au sujet de la PPI qui sera amendée avec le projet de territoire. Le niveau d'investissement est de 25,3 M€ globalement sur la période 2021-2025, soit 5 M€/an ce qui commence à être conséquent.

Il précise qu'il existe néanmoins un espoir de voir baisser le volume d'investissement prévu sur la période avec le plan de relance de l'Etat qui abonderait avec des crédits complémentaires le programme de déploiement de la fibre optique porté par la Région Bretagne et qui par ricochet diminuerait pour la Communauté le coût de prise en charge par prise de raccordement. Le prix d'une prise devrait passer de 445 € à un maximum de 345 €, et comme il est prévu un peu plus de 20000

prises sur le territoire communautaire, c'est une économie consécutive à l'ensemble du plan de financement qui peut être espérée pour la Communauté.

Jean-François BODILIS estime qu'il serait possible d'intéresser et d'impliquer davantage l'ensemble des élus communautaires en amont de la PPI pour qu'ils puissent ainsi intervenir dans les arbitrages à faire.

Patrick LECLERC pense que le projet de territoire va en être l'illustration concrète puisqu'il fera l'objet d'une élaboration collective qui se déclinera ensuite en fonctionnement et en investissement en fonction de ce qui sera décidé. Il y a donc un lien étroit entre le projet de territoire et l'élaboration de la PPI. A l'issue des ateliers, des consultations qui seront menés dans le cadre du projet de territoire, des amendements à la PPI pourront être envisagés, ainsi que des arbitrages, ceci tout en respectant les grands équilibres budgétaires et en ayant un volume d'investissements pluriannuels compatible avec une trajectoire financière saine de la Communauté. Le poids financier donné à telle ou telle politique ou action sera en lien avec le projet de territoire : assainissement, politique du logement, renforcement des centralités, développement économique, etc.

Gilles CALVEZ a lu dans la presse que les PEP 56 étaient en procédure de sauvegarde en raison de difficultés économiques et vendaient un de leurs centres de vacances. Il souhaite savoir si le centre de Gorre-Menez peut être impacté par ce plan de sauvegarde qui va conduire à une réorganisation structurelle de l'activité, car il est aussi affilié aux PEP.

Patrick LECLERC rappelle qu'il faut bien faire la distinction entre les PEP qui ont chacun leur propre fonctionnement et leurs propres structures. Dans le cadre du centre de Gorre-Menez, ce sont les PEP 22 et les PEP 35 qui sont regroupées (PEP BRETILL'ARMOR). Cette dernière entité qui est le délégataire du site de Gorre Menez est une structure différente des PEP 56 qui effectivement vont fermer au moins un de leurs centres nautiques.

Nathalie GODET a rencontré le nouveau directeur du site qui a annoncé des taux de réservations plutôt bons. S'agissant cependant de taux de réservation, ils peuvent évoluer en fonction des critères sanitaires. Le taux de réservation à partir de mars comme point de départ jusqu'à fin août est de 75 % pour la structure. Actuellement, les exploitants sont satisfaits et souhaitent que la situation sanitaire due à la COVID ne vienne pas remettre ces réservations en question. En ce qui concerne le mois de mars, il existe une crainte de voir des projets contrariés, mais il y a de la demande et le taux de réservation atteint est plutôt bon.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : adopte la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) pour la période 2021-2025,

Article 2 : acte la mise à jour des Autorisations de Programme et des Crédits de Paiements (AP/CP),

Article 3 : décide la création des nouvelles AP/CP tel que présenté en séance,

Article 4 : dit que les crédits correspondants aux CP 2021 associés à ces AP/CP sont inscrits au BP 2021.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_030 Vote des taux d'impositions 2021

Résumé :

Il est proposé au conseil de Communauté de maintenir pour 2021 les dispositions antérieures en matière de fiscalité.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article 1 : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties à 0,30 % pour 2021.

Article 2 : décide de maintenir les conditions d'application des taux de TEOM et la notion de tournée,

Article 3 : vote le maintien des taux de TEOM tels que présentés ci-dessous :

Fréquence hebdomadaire et éloignement	Taux 2020	Taux 2021
1 tournée > 200 m	6,28 %	6,28 %
1 tournée	6,99 %	6,99 %
2 tournées	8,10 %	8,10 %

Article 4 : vote le maintien du taux de la taxe foncière sur les propriétés non bâties à 1,84 % pour 2021.

Article 5 : vote le maintien du taux de la Cotisation Foncière des Entreprises à 24,19 % pour 2021.

DCC2021_031 Subventions et participations 2021

Résumé :

La Communauté est amenée à financer chaque année divers organismes et manifestations, via des subventions, des contributions ou des cotisations.

Délibération :

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : vote le montant de l'enveloppe 2021 allouée aux concours divers (comptes 6281) à hauteur de 36 022 € au budget principal, de 82 000 € au budget Eau et de 19 000 € au budget Eau DSP avant transfert, soit un total de 137 022 € comme détaillé dans le tableau annexé à la délibération,

Article 2 : vote le montant de l'enveloppe 2021 allouée aux contingents et participations obligatoires (comptes 655) à hauteur de 1 297 787 € au budget principal et de 30 000 € au budget Action économique, soit un total de 1 327 787 € comme détaillé dans le tableau annexé à la délibération,

Article 3 : Vote le montant de l'enveloppe 2021 allouée aux subventions de fonctionnement (comptes 657) à hauteur de 709 034 € au budget principal et de 4 000 € au budget Eau, comme détaillé dans le tableau annexé à la délibération,

Article 4 : Attribue les subventions 2021 aux organismes comme détaillé et précisé dans les tableaux annexés à la délibération,

Article 5 : Autorise le président à signer, le cas échéant, les conventions et avenants avec les bénéficiaires des subventions 2021.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_032 Budget principal - Adoption du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Débats :

Frédéric KERLAN présente le budget 2021 :

Ce budget est en cohérence avec le débat d'orientation budgétaire de décembre 2020 mais avec encore toutes les incertitudes que nous connaissons.

- ⇒ La crise de la COVID-19 a impacté et continue d'impacter les ressources et les dépenses de la communauté dans une mesure qu'il est toujours difficile d'appréhender sur le point de vue économique,
- ⇒ Les ressources générées par les impôts économiques suscitent beaucoup d'interrogations et nous en attendons une baisse : Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), Taxes de séjour....
- ⇒ La baisse législative et significative de la CVAE et CFE dont il est attendu compensation à l'€ par l'Etat est une source d'inquiétude pour les ressources des collectivités.
- ⇒ La suppression de la Taxe d'Habitation et sa compensation restent des sujets débattus,
- ⇒ La revalorisation des bases est attendue à +0,9%.

Nous espérons que les mesures de soutien resteront présentes au niveau des investissements et des projets structurants et que les collectivités ne seront pas trop mises à contribution en 2021.

Les fondamentaux budgétaires

Sur la base des orientations budgétaires, lesquelles s'accompagneront dans les prochaines échéances de la déclinaison du projet de territoire et de ses conséquences, les fondamentaux financiers sont les suivants :

- ⇒ Poursuivre l'effort d'investissement de la communauté sur un budget de 25M€ sur la période 2021-2025
- ⇒ Maintenir une Capacité d'Autofinancement net de 1M€
- ⇒ Objectiver un niveau de capacité de désendettement dans la limite maximum de 8 années
- ⇒ Préserver un fonds de roulement de 30 jours permettant à la Communauté de faire face à 1 mois de fonctionnement

Le budget de la Communauté rassemble 9 budgets comptables :

- Un budget Principal
- Un budget annexe Economie
- Un budget annexe Moulin Mer

Le budget principal, Economie et Moulin Mer représentent 90% du volume des budgets de la collectivité.

- Un budget annexe pour le Centre Local d'Information et de Coordination (CLIC)
- 5 autres budgets annexes pour les services industriels ou commerciaux :
 - Assainissement (M49)
 - Eau (Eau du Ponant) (M49)
 - Eau DSP en cours (Véolia) (M49)
 - Photovoltaïque (M4)
 - Réseau de chaleur (M4)

Les dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement.

41M€, c'est le total des dépenses réelles de fonctionnement et d'investissement de la communauté dont :

- 76% sur le budget principal
- 12% sur le budget économie
- Les autres budgets représentant 12% du volume

Les dépenses réelles de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement représenteront presque 25.5M€ et seraient en baisse de 1.2% soit -312K€.

MEME s'il faut faire toujours raisonner les comparaisons de budget à Budget. Et que les comptes administratifs nous permettront de comparer aussi le réalisé rapporté au budget.

Selon les budgets, les principaux points à retenir

En fonctionnement :

- **Action économique : un volume de 730K€**
 - C'est surtout la baisse des frais financiers en lien avec les emprunts qui explique les évolutions à la baisse, ainsi qu'un peu moins de charges de maintenance en lien avec la cession de biens
- **Assainissement : un volume de 456K€**
 - Nous avons ajouté un poste de dépenses imprévues car nous attendons encore des régularisations en provenance de la SPL Eau du Ponant
- **CLIC : un volume de 138K€**
 - Il y a eu un ½ poste en renfort qui impacte 2021
- **EAU : un volume de 205K€**
- **EAU DSP avant transfert : un volume de 352K€**
 - C'est l'écart sur les charges exceptionnelles budgétisées en 2020 qui expliquent la variation importante. La CCPLD prenait à sa charge des dépenses qu'elle refacturait, ce qui gonfle les volumes.
 - Il y a aussi des dépenses imprévues dans ce budget annexe qui n'est pas encore en croisière
- **MOULIN MER : un volume de 82K**
- **PHOTOVOLATIQUE : un volume de 17K€**
- **Réseau de chaleur : un volume de 200K€**
 - Des travaux prévus en maintenance notamment avec un réseau de chaleur qui doit trouver un rythme de croisière. Il devra d'ailleurs s'équilibrer à terme dans sa tarification
- **Principal : un volume de 23 271K€ : +0.4%**
 - Augmentation de près de 300K€ sur la taxe sur les activités polluantes et l'augmentation des tarifs sur les déchets verts même si nous pourrions attendre une bonne nouvelle sur ces tarifs dans les prochains mois.
 - La baisse des dépenses imprévues (-206K€) donc on baisse quelque part une marge de manœuvre que l'on avait l'année précédente et notamment aussi car nous avons mieux fléchées les dépenses sur cet exercice
 - En charges exceptionnelles, la contribution aux activités nautiques sur l'exercice 2020 que nous réglons en 2021 suite à la délibération que nous avons passée

Le budget principal représente plus de 90% des dépenses de fonctionnement.

Quand on ajoute les budgets économie et Moulin- Mer c'est presque le fonctionnement sur ces 3 budgets.

Les recettes réelles de fonctionnement

Les recettes réelles tous budgets confondues sont attendues en baisse de 2.3M€ donc surtout -1.4M€ sur le budget principal en lien avec l'impact attendu de la COVID19 sur les recettes avec la prise d'une hypothèse de baisse de 10% des recettes liées à la CFE et CVAE et un moindre résultat attendu en 2021.

A retenir surtout une baisse attendue des recettes principales de l'ordre de 660K€ sur les produits fiscaux.

En Débat d'orientation budgétaire, je vous avais décrit le climat d'incertitudes de ce budget. C'est encore plus vrai actuellement.

Certes, le soutien de l'Etat laisse apparaître un environnement plus optimiste. Les cessations d'entreprise sont en baisse en 2020 par rapport aux autres années, signe de perfusion économique (aides diverses et prêt garanti).

Quelles en seront les conséquences ?

Prenons l'exemple d'AQUALORN. Actuellement l'espace aquatique est fermé, il n'y a donc plus de recettes liées aux entrées.

Les dépenses de fonctionnement restent elles effectives puisque nous devons maintenir l'entretien et les agents sont présents. C'est un impact de la COVID19 pour la collectivité.

D'ailleurs, les agents de cet espace donnent une aide aux autres services de la CCPLD actuellement, signe de solidarité, mais aussi de manque d'activité dans leur métier.

Le budget d'AQUALORN représente 1.4M€ en dépenses de fonctionnement avec un reste à charge de l'ordre de 720K€ de déficit de fonctionnement.

Ces dépenses et recettes n'anticipent pas le transfert du versement mobilité au 1^{er} juillet suite à la décision de prendre la compétence mobilité.

La baisse de 1,5M€ de CAF se confirme entre 2021 et 2020 compte tenu de la baisse des produits attendus en CVAE et CFE notamment.

Dépenses réelles d'investissement : 16M€.

Une politique volontariste d'accompagner l'économie et sa reprise attendue.

Il y a aussi le Très haut Débit qui poursuit son déploiement.

Les dépenses d'investissement sont attendues en augmentation de + 1,9M€ soit + 14%.

La Programmation Pluriannuelle des investissements est programmée à hauteur de 25M€ sur la période 2021/2025 et donc une moyenne à 5M€ avec des années 2021 et 2022 programmées à 8M€.

Cette programmation sera bien sûr révisée chaque année en fonction des avancements des projets et du projet de territoire.

Sur les budgets principaux, c'est une progression de +1M€ intégrant les reports de 2020 de 2,5M€ proche de l'année 2019 (2,3M€).

Les budgets principaux représentant 83% des dépenses d'investissement.

Recettes réelles d'investissement : 12 M€

Les recettes d'investissement proches de 12M€ sont attendues en progression et un besoin de financement de 1.2M€ par rapport à 2020.

Sachant qu'en 2020, il n'y a pas eu recours à l'emprunt.

Ainsi, le besoin de financement sur les budgets généraux consolidés seraient de 3,7M€. Ce qui veut dire que si nous réalisons toutes nos dépenses et que les recettes attendues soient au niveau présentés, nous aurions un emprunt de 3.7M€.

Cela ne sera très probablement pas le cas, puisque nous inscrivons les subventions certaines et qu'il y en aura d'autres dans la cadre du plan d'accompagnement de l'ETAT, cela dépendra aussi de l'avancement des projets.

En 2020, avec un besoin de financement de 2.5M€, il n'y a pas eu d'emprunt.

Le besoin de financement de 3.7M€ ne sera peut-être pas consommé.

Les grandes masses des dépenses de fonctionnement

- Les charges de personnels représentent 22%, si elles sont proches de celles du BP2020, elles sont attendues en progression de +5.3% par rapport au réalisé 2020 compte tenu de recrutements en cours d'année 2020 qui jouent à plein en 2021 et des recrutements prévus en 2021(+260K€)
- Les charges à caractère général représentent 31%, je vous ai indiqué précédemment les principaux impacts notamment sur les déchets.

- Les atténuations de produits représentent 6.6M€ et compensation pour 3.5M€ et le FNGIR (fonds National de Garantie lié à la réforme de la taxe professionnelle) où nous sommes contributeurs pour 3.1M€
- Les autres charges de gestion courantes à hauteur de 4.4M€ avec essentiellement
 - La contribution au SDIS pour 1.1M€
 - Les contributions aux budgets annexes dont 1.7M€ au budget économie

Les grandes masses des recettes de fonctionnement

- Les produits fiscaux représentent 18M€ soit 65% des produits et sont issus notamment
 - 6.3M€ de fraction de TVA remplaçant la taxe d'habitation où nous n'avons pas encore eu les notifications.
 - 3.8M€ d'impôts directs locaux
 - 3.2M€ de taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères
 - 2.3M€ sur la cotisation sur la valeur ajoutée (-250K€ attendu)
 - 550K€ sur les taxes sur les surfaces commerciales
- Pour les autres produits
 - 2.3M€ sur l'environnement et les déchets : tri sélectif, les redevances d'assainissement, eaux.
 - 600K€ sur les recettes liées à AQUALORN qu'il sera probablement compliqué d'atteindre
 - Les recettes de loyers des entreprises (750K€), de la Maison des services publics (200K€)
- Les déchets génèrent un déficit de fonctionnement (-750K€), les déchetteries ont un coût important de 2M€ et c'est presque 4M€ avec la réputation et le tri sélectif.

La dette

- Dette de 24M€ avec un taux de 2,79% pour 76 emprunts et un profil de la dette encourageant pour la communauté dans les prochaines années puisque toutes choses égales par ailleurs, la dette baisserait de moitié en 5 ans
- La dette a une durée de vie moyenne de 5 ans, ce qui est plutôt rassurant
- Une dette sécurisée avec 88% à taux fixe et 12% à taux variable
- Le taux variable est plus intéressant ces dernières années mais il peut être moins sécurisé
 - Le taux fixe est à 2.90% en moyenne
 - Le taux variable est à 1.71% en moyenne

Il est bien loin le temps où les dettes dites toxiques empoisonnaient la vie des collectivités.

L'affectation de la dette :

- Les emprunts à 42% sur le budget assainissement, à 30% sur le budget économie et à 18% sur le budget principal .

Ces 3 budgets portent 90% de la dette.

La répartition des impôts et taxes :

- 45% des recettes viennent des recettes économiques : CFE, CVAE,
 - CFE pour 3,5M€
 - CVAE pour 2,4M€
 - IFR pour 800K€
 - TASCOT pour 550K€
- La taxe d'habitation pour 6,3M€
- La taxe sur les ordures ménagères pour 3,2M€

Ce qu'il faut retenir :

- Autofinancement brut prévisionnel : 4,1 M€
- Remboursement dette en capital : 1,66 M€
- Autofinancement net prévisionnel : 2,4 M€
- Emprunt budgété : 3,7 M€
- Capacité de désendettement au 31/12/2020 : 3 ans

Et

- Un environnement économique compliqué qui impacte forcément la Communauté avec une baisse attendue des produits de fiscalité CFE et CVAE notamment
- Un projet d'investissement soutenu en 2021 et 2022
- Un besoin de financement sur ces bases budgétaires de 3,7M€ qui reste mesuré
- Et la Communauté qui maintient des fondamentaux financiers »

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget principal.

DCC2021_033 Budget action économique - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget annexe Action économique.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_034 Budget Moulin Mer - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget annexe Moulin Mer.

DCC2021_035 Budget CLIC - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du CLIC.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_036 Budget Photovoltaïque - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget annexe Photovoltaïque.

DCC2021_037 Budget Réseau de chaleur - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget annexe Réseau de chaleur.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_038 Budget Eau - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget annexe Eau.

DCC2021_039 Budget Eau DSP avant transfert - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le BP 2021 du budget annexe Eau DSP avant transfert.

MOYENS GENERAUX

DCC2021_040 Budget Assainissement - Vote du BP 2021

Résumé :

Le budget primitif 2021 doit être voté avant le 15 avril de cette année. Les éléments présentés dans l'annexe jointe au présent projet, permettent de déterminer les conditions d'équilibre du budget.

Délibération :

Le conseil de Communauté selon le décompte des voix suivant :

Pour : 43

Abstentions : 2 (BODILIS Jean-François, LETEURE Tiphaine)

Article unique : Adopte le projet de BP 2021 du budget Assainissement.

POINTS DIVERS

Sans objet

L'ordre du jour étant épuisé, le président lève la séance à 21h20.

Suivent les signatures.